

Conclusion

Les relations entre l'Allemagne et l'Empire ottoman jusqu'en 1914 se déroulent dans un contexte international de culture de guerre et de domination des puissances européennes sur le monde. La politique du Reich consiste à préserver et à étendre son influence sur l'Empire ottoman tout en composant plus ou moins avec les exigences des règles internationales qu'impose le concert européen de l'époque. En Allemagne comme dans l'Empire, un véritable réseau d'hommes politiques, de militaires, de scientifiques et de publicistes milite activement pour un renforcement de l'engagement allemand dans cette région.

Les unionistes pour leur part admirent autant l'Europe qu'ils l'abhorrent. Dans ce contexte, l'Allemagne est à la fois perçue comme une puissance européenne dont il faut se méfier mais aussi comme un pays qui, par sa position singulière au sein du concert européen, peut également constituer un soutien. Sa force militaire étant son atout majeur, il est logique que dans les faits, ce soit elle qui continue à réformer l'armée ottomane et à former les jeunes officiers. C'est donc bien à Berlin que le jeune Enver est nommé attaché militaire, et que d'autres officiers sont envoyés se former. L'intérêt du Reich pour le maintien de l'Empire, par ailleurs, même s'il se manifeste de manière fort prudente jusqu'à la Première Guerre mondiale, représente un avantage dont les unionistes tentent de tirer profit, parfois avec succès. Certes l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie et la guerre de Tripolitaine viennent troubler les relations et accentuer les rancoeurs. Mais entre temps, alors que les unionistes ont placé pour la première fois des ministres au sein du gouvernement, le Reich accorde un prêt refusé par la France, permettant ainsi aux nouveaux dirigeants de sauver la face. S'il faut se garder d'y voir un tournant décisif, l'événement est toutefois une occasion pour Berlin – la première en fait – d'échanger quelques sympathies avec les unionistes.

L'image de l'Allemagne commence à cette époque à se modifier, et d'importantes personnalités ottomanes vont constater *de visu* qu'elle n'est pas seulement une puissance militaire, mais aussi une puissance industrielle. Sur ce point, les représentations françaises de l'Allemagne jouent également un rôle essentiel. Par ailleurs, quelques intellectuels « turquistes », encore peu nombreux il est vrai, soulignent sa particularité parmi les pays européens, insistant sur le fait qu'une nation peut se constituer différemment du modèle français connu jusqu'alors. Certains d'entre eux rappellent également que l'Allemagne ne colonise pas de musulmans et défendent le projet du chemin de fer de Bagdad. Ces arguments, encore minoritaires, ont cependant plus d'audience au moment des guerres balkaniques. Enfin, la mise en valeur par des publicistes allemands de la prédominance musulmane et turque dans l'Empire rencontre évidemment un écho favorable.

Dès lors, quel bilan peut-on tirer de ces relations à la veille de la Grande Guerre ? Loin d'être la puissance dominante sur le plan économique, l'Allemagne

n'en est pas moins celle qui construit le chemin de fer de Bagdad. Même si la France et la Grande-Bretagne participent à la réforme de la gendarmerie et de la marine, elle reste l'option privilégiée des Ottomans pour réformer l'armée, comme le montre la nouvelle mission arrivée à la fin de l'année 1913, et pour former de jeunes officiers. Cet aspect, nous l'avons vu, favorise la création de liens qui dépassent le cadre exclusivement militaire. La situation politique est plus complexe : la politique allemande vis-à-vis de l'Empire n'est pas linéaire, et reflète les contradictions internes du Reich. La politique ottomane, progressivement dominée par les unionistes, n'est pas moins ambivalente, prise entre la volonté de mener une politique de puissance et la nécessité de faire appel aux puissances pour y parvenir. C'est dans cette problématique que s'inscrivent les relations entre l'Allemagne et l'Empire à la veille de la Guerre.

Au début de l'été 1914, rien encore ne permet d'affirmer que l'Empire ottoman va s'allier avec l'Allemagne. Mais finalement, le traité du 2 août est logique : d'une part, les puissances française et anglaise ont refusé les propositions d'alliance ottomane. D'autre part, la menace que fait peser la Russie sur l'Empire est immense. Que dans ce contexte, l'Allemagne se montre intéressée par une alliance a de quoi, aussi, redonner confiance. Lorsque l'Empire entre finalement en guerre début novembre sur l'impulsion d'Enver, les unionistes sont décidés à prendre des revanches.

Durant les quatre années de guerre, les deux alliés placent d'abord leurs espoirs dans une « guerre sainte », au final mal accueillie et sans grand sens. L'Allemagne, dans son désir à la fois de gêner les puissances de l'Entente et de gagner à sa cause le monde musulman, a tendance à surestimer l'importance de l'alliance, au prix de fermer les yeux sur le génocide arménien. Les hommes de la *Wilhelmstrasse* donnent souvent l'impression d'être débordés, acceptant à de multiples reprises de revenir sur les clauses des accords passés et prenant même le risque de ne pas soutenir leurs militaires en fonction, comme dans le cas de Liman von Sanders. Les unionistes quant à eux, enivrés de grandeur, font tout de suite comprendre qu'ils resteront maîtres en la demeure. Rêvant de gains territoriaux, ils n'hésitent pas à s'opposer au Reich dans le Caucase. Cette histoire, aussi, est le fait d'hommes particulièrement jeunes – Enver, âgé de 34 ans, est secondé par Hans von Seeckt, âgé de 28 ans.

Durant ces années terribles, les deux pays nouent des liens qui joueront un rôle dans leurs relations futures. L'Allemagne, en effet, devient un pays d'accueil pour une élite turque qui veut s'éloigner de la guerre et se former dans les universités. Par ailleurs, par le biais de l'association germano-turque, des enfants et des adolescents sont envoyés en masse en Allemagne. À Istanbul, l'Association turco-allemande, présidée par Enver, réunit les intellectuels turcs les plus connus, comme Hüseyin Cahid ou Ziya Gökalp. Le gouvernement unioniste décide également de faire venir des experts et des professeurs allemands pour réformer l'université. Comme nous l'avons montré, les malentendus sont nombreux, liés tant à la sensi-

bilité nationaliste des Turcs qu'au manque de préparation des Allemands. Mais pour la première fois, l'Allemagne constitue une référence dans d'autres domaines que celui de l'armée.

Après l'interruption des relations officielles, des contacts se maintiennent : l'Allemagne abrite les dirigeants unionistes, qui pensent un temps pouvoir revenir au pouvoir et qui bénéficient du soutien de personnalités allemandes. Enver en particulier retrouve les officiers allemands qui ont servi dans l'Empire. N'ayant pas renoncé à son désir de jouer un rôle au Moyen-Orient, l'Allemagne est également le lieu d'accueil de groupes musulmans qui militent contre l'impérialisme des puissances occidentales. Au milieu de tout cela, de jeunes étudiants turcs, dont certains feront bientôt partie de l'élite kémaliste, y poursuivent leurs études. De part et d'autre, les gouvernements ont intérêt à reprendre des relations : à Ankara, forts de leurs succès militaires et politiques, les kémalistes poussent à la reprise des relations diplomatiques, malgré les frictions liées au problème arménien et au bilan désastreux de l'alliance. En Allemagne, la *Wilhelmstrasse* estime qu'il est temps de reprendre une politique étrangère plus affirmée. Cette époque particulière, sur fond de révolution et de guerre d'indépendance, a aussi son importance pour comprendre la nature des liens entre la Turquie républicaine et l'Allemagne de Weimar.

Ces relations se développent rapidement. Sur le plan politique, les kémalistes, méfiants à l'encontre du nouvel ordre international, dénoncent régulièrement le traité de Versailles et espèrent parfois la formation d'un front commun contre la domination franco-anglaise, auquel s'ajouterait l'URSS. À ce sujet, le traité de Locarno leur fait craindre un moment que Berlin ne se rapproche trop des « puissances occidentales », et qu'eux-mêmes se retrouvent isolés de cette Europe dont ils se méfient autant qu'ils veulent en faire partie. Dans ce contexte, les critiques formulées à propos du procès de Talat alourdissent quelques temps les relations diplomatiques, mais n'ont pas de conséquences sur le long terme. Il en est de même pour l'alliance pendant la Guerre qui, après avoir été à l'ordre du jour lors de la publication des « souvenirs » du Gazi, ne sert bientôt plus qu'à justifier l'amitié germano-turque. À Ankara comme à Istanbul, l'Allemagne a ses partisans : les journalistes et députés Yunus Nadi, Mahmud, Falih Rıfkı ne se lassent pas de répéter que le Reich est victime de la politique des anciens Alliés, tout en continuant de souligner sa supériorité technologique et scientifique. Les dirigeants allemands, pour leur part, accordent une importance particulière à la Turquie, non seulement pour des raisons économiques et stratégiques, mais aussi pour des raisons culturelles, liées à une fascination profonde pour l'Orient et pour le régime kémaliste. Le fait qu'il soit parfois cité en modèle ne manque pas de toucher les hommes politiques turcs, à la recherche d'une légitimité en Europe.

Dans ce contexte, les relations économiques connaissent un développement rapide, qui s'explique autant par l'habileté allemande à s'assurer des marchés que par le déclin de la présence française et anglaise. En 1929, la crise économique mondiale, qui touche sévèrement la Turquie, contribue encore à renforcer les rela-

tions. Par ailleurs, le caractère inoffensif de l'Allemagne sur le plan international, ajouté au fait que celle-ci continue à être au premier plan des innovations scientifiques et technologiques, constituent deux raisons importantes de s'adresser à elle pour moderniser le pays : à ce titre, les kémalistes confient certains secteurs à des experts allemands, comme l'agriculture. Mais, ayant tiré les leçons du passé, ils veillent, de manière assez conséquente, à diversifier leurs interlocuteurs. Sur ce point, comme nous l'avons souligné, une étude comparative s'imposerait.

Au-delà de cet aspect politique et rationnel, les liens culturels noués depuis la Première Guerre mondiale commencent également à porter leurs fruits : les étudiants des écoles techniques et des universités allemandes, rentrés en Turquie pour participer à sa modernisation et parfois placés à des postes de décision, s'adressent le plus souvent au pays qu'ils connaissent le mieux, à ses industries comme à ses experts. Certains introduisent également des idées prises de la culture allemande, qui justifient les orientations fixées. Des intellectuels continuent de mettre en avant la singularité de son histoire comme de sa place en Europe, singularité qui rassure parfois une élite à la recherche d'une synthèse appropriée de l'occidentalisation et de la turcité.

Une alliance des vaincus, donc ? En vérité, les conséquences de tous ces liens doivent être appréciés à leur juste mesure : la République de Weimar attire la sympathie, mais ne constitue pas un modèle pour les kémalistes. Ceux-ci admirent plutôt sa réussite objective, technologique, et apprécient en ce sens de pouvoir bénéficier d'experts allemands ou de former une élite sur place. Du côté allemand, les dirigeants, à l'affût de nouveaux marchés, misent sur la Turquie pour retrouver une influence, sans toutefois prendre le risque d'un heurt avec les autres puissances.

Après la prise du pouvoir par Hitler, les échanges économiques s'intensifient. Dans la logique des relations qu'ils entretiennent avec les autres puissances, les kémalistes continuent de souhaiter une Allemagne forte au cœur de l'Europe, même s'ils observent avec inquiétude la politique agressive du Reich qui, pour sa part, fait tout pour les rassurer¹. Prudents, ils privilégient la diplomatie et cherchent à diversifier leurs interlocuteurs. En 1939, ils déclarent la neutralité de la Turquie, tout en continuant habilement à négocier avec les deux parties. Si, parmi eux, certains ne désapprouvent pas le nazisme et envisagent une alliance avec l'Allemagne, le gouvernement d'Ankara, dirigé par İsmet İnönü, rompt cependant ses relations diplomatiques avec elle à l'été 1944².

Cette recherche nous a confortée dans la nécessité de prendre en considération à la fois le temps court et le temps long pour saisir les enjeux de ces relations. Elle nous a confrontée avec le devoir de l'historien d'accepter les ambivalences inhé-

¹ Fleury, Antoine, *La pénétration allemande au Moyen-Orient*, op. cit., p. 163.

² Voir en particulier Deringil, Selim, *Turkish foreign policy during the Second World War : an «active» neutrality*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989 ; Kreckler, Lothar, *Deutschland und die Türkei im Zweiten Weltkrieg*, Francfort / Main, Klostermann, 1964 ; Önder, Zehra, *Die türkische Aussenpolitik im Zweiten Weltkrieg*, Munich, Oldenburg, 1977.

rentes aux problématiques politiques et socioculturelles de chacun des deux pays. Elle nous a interdit à la fois de nous reposer sur une vision téléologique et de dégager une vision simplificatrice de la problématique des modèles, en nous incitant à souligner constamment les continuités et les ruptures ainsi que les ambiguïtés de part et d'autre. Elle nous amène par ailleurs à ouvrir le sujet sur une perspective plus large, étant donné les relations privilégiées qu'entretiennent l'Allemagne et la Turquie aujourd'hui. À ce sujet, elle incite, du moins nous l'espérons, à poursuivre l'investigation, tant au regard de la continuité de l'élite politique dont une part traverse, en Turquie comme en Allemagne, la Deuxième Guerre mondiale, qu'à celui des représentations qui ont peut-être encore aujourd'hui leur part d'actualité.

